

**Conseil d'Administration
séance du
7 décembre 2016 à 11h00**

**N° 13 – DÉLIBÉRATION ORGANISANT L'EXERCICE DU TRAVAIL A
TEMPS PARTIEL**

Le Conseil d'administration de l'École supérieure d'art des Pyrénées — Pau Tarbes s'est réuni à Tarbes le mercredi 7 décembre 2016 sur convocation en date du 1er décembre 2016 et sous la Présidence de Monsieur Jean LACOSTE.

Nombre de membres :

- En exercice : 22
- Présents : 16
- Votants : 12 dont 1 procuration

Membres présents :

Monsieur Jean LACOSTE, Adjoint à la Culture - Ville de Pau, Président de l'ÉSA Pyrénées, Madame Anne-Marie ARGOUNÈS, Adjointe à l'Urbanisme et aux Structures Culturelles - Ville de Tarbes, Vice-Présidente de l'ÉSA Pyrénées, Madame Marie ANGELÉ, Conseillère aux Arts-Plastiques - DRAC Occitanie, Monsieur Gilles CRASPAY, Adjoint à l'Enseignement - Ville de Tarbes, Madame Céline ROULET, Adjointe à la Culture - Ville de Tarbes, Madame Emmanuelle BILLAUT, Conseillère Municipale - Ville de Pau, Monsieur Jean-Yves FOURQUET, Directeur de l'École Nationale d'Ingénieurs de Tarbes représenté par Monsieur Bernard ARCHIMÈDE, Monsieur Vincent MEYER, Représentant des enseignants - site de Pau, Madame Juliette VALERY, Représentante des enseignants - site de Tarbes, Monsieur Gabriel BLAZQUEZ, Représentant du personnel de l'ÉSA Pyrénées, Monsieur Quentin LAPERCHE CALVO, Représentant des étudiants - site de Pau, Madame Eloïse LYS, Représentante des étudiants - site de Tarbes.

Pouvoirs : Monsieur Laurent DUBOUIX, Conseiller Municipal - Ville de Tarbes donne pouvoir à Madame Marie ANGELÉ, Conseillère aux Arts-Plastiques - DRAC Occitanie

Personnes également présentes à la séance :

Monsieur Jean-François DUMONT, Directeur Général de l'ÉSA Pyrénées — Pau Tarbes, Madame Pauline CHASSERIAUD, Directrice ACCES(S), Madame Magali CHAVAGNEUX, Directrice Administration et Finances, Madame Maïté VANMARQUE, Directrice des Affaires Culturelles - Ville de Pau représentée par Madame Corinne LETUPPE

Membres excusés :

Monsieur Pierre DARTOUT, Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine, Monsieur Kenny BERTONAZZI, Conseiller Municipal - Ville de Pau, Monsieur Luc TRIAS, Conseil Régional de la Région Nouvelle Aquitaine, Madame Frédérique

Siège social :

25 rue René Cassin - 64000 Pau
T - 05 59 02 20 06
administration-pau@esapyrenees.fr

ESPAGNAC, Conseillère Régionale de la Région Nouvelle Aquitaine, Madame Nathalie LARRADET, Conseillère Municipale – Ville de Pau, Madame Sabine FORERO-MENDOZA, Professeur d'histoire de l'art à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Monsieur Bertrand FLEURY, Conseiller aux arts-plastiques DRAC Nouvelle Aquitaine, Monsieur Laurent DUBOUIX, Conseiller Municipal – Ville de Tarbes, Monsieur Daniel SAINT PIERRE, Trésorier Principal Municipal – Ville de Pau, Monsieur Denis CRAMPE, Directeur Général Adjoint des Services - Ville de Tarbes, Monsieur Jérôme DUCASSOU, Directeur financier – Ville de Tarbes.

Rapporteur : Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Monsieur le Président informe le Conseil d'administration que les personnels des collectivités locales ou établissements publics peuvent demander, sous certaines conditions, à exercer leurs fonctions à temps partiel (décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale).

Le temps partiel peut être de droit lorsqu'il est demandé pour des motifs familiaux (élever un enfant, donner des soins à un parent ou à un enfant) ou pour créer ou reprendre une entreprise ou bien, il peut être accordé sur autorisation et sous réserve des nécessités de service.

La réglementation fixe un cadre général mais il appartient à l'organe délibérant de se prononcer sur le détail des modalités d'exercice du temps partiel qu'il soit accordé de droit ou sur autorisation.

Le Conseil d'administration est appelé à se prononcer sur les catégories d'agents bénéficiaires, sur les quotités de temps partiel applicables, sur la durée de l'autorisation, sur les délais de présentation des demandes de temps partiel et sur les conditions de réintégration.

Le projet de règlement du temps partiel qui vous est présenté a été soumis pour avis au Comité Technique dans sa séance du 1^{er} décembre 2016; il a reçu un avis favorable à l'unanimité des deux collèges.

Les catégories d'agents bénéficiaires

Peuvent être autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet et les agents non titulaires en activité employés à temps complet depuis plus d'un an de façon continue. Le temps partiel de droit sera également ouvert aux fonctionnaires et agents non titulaires employés à temps non complet.

Sauf lorsque le temps partiel est de droit, les autorisations individuelles de travail à temps partiel seront accordées sous réserve des nécessités de service appréciées par l'autorité territoriale. Conformément à la réglementation, un éventuel refus sera précédé d'un entretien avec l'agent demandeur.

Quotités de temps partiel et période de référence

Le temps partiel pourra être accordé à raison de 50%, 70%, 80% ou 90%, en fonction des nécessités de service appréciées par l'autorité territoriale.

Il faut préciser que, lorsque le temps partiel est accordé de droit, la réglementation exclut la quotité de 90%.

Le temps partiel sera organisé sur l'année en fonction des besoins du service ; cette organisation sera valable pour la durée de l'autorisation et ne pourra être révisée qu'à l'occasion du renouvellement de l'autorisation sauf cas de force majeure à justifier. Elle sera définie par l'autorité territoriale en fonction des besoins du service.

Pour le temps partiel de droit, l'organisation du temps de travail sera définie par l'autorité territoriale en concertation avec l'agent et sous réserve des nécessités de service. Elle pourra être révisée en cours d'autorisation pour motif grave.

La durée de l'autorisation et la demande de l'agent

L'autorisation d'exercice des fonctions à temps partiel sera accordée par périodes de 6 mois. L'autorisation pourra être renouvelée par reconduction expresse pour une durée égale à celle de l'autorisation initiale tant que les conditions d'exercice du temps partiel ne sont pas modifiées. Conformément à la réglementation, la reconduction ne pourra excéder 3 ans y compris l'autorisation initiale.

L'agent devra présenter la demande de temps partiel ou la demande de renouvellement deux mois avant la date d'effet ou la fin de la période en cours ; à défaut, l'autorisation de travail à temps partiel cessera.

La demande de l'agent devra comporter la période, la quotité de temps partiel et l'organisation souhaitées sous réserve qu'elles soient compatibles avec les modalités retenues par le Conseil d'administration ainsi que l'organisation du travail souhaitée. Pour les fonctionnaires affiliés à la CNRACL qui souhaitent surcotiser pour la retraite pendant la période de temps partiel, la demande de surcotisation devra être présentée en même temps que la demande de temps partiel.

L'agent qui souhaite réintégrer ses fonctions à temps plein ou modifier les conditions d'exercice du temps partiel avant le terme de la période de travail à temps partiel devra en effectuer la demande deux mois au moins avant la date de réintégration souhaitée.

La réintégration sans délai est ouverte aux agents en cas de motif grave notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement de situation familiale (décès, divorce, séparation, chômage...). Cette demande de réintégration sans délai fera l'objet d'un examen individualisé par l'autorité territoriale.

Après avoir entendu le Président dans ses explications et après avis favorable du Comité Technique, le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- **ADOpte** le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale.

- **PRECISE** que les modalités d'organisation du travail à temps partiel de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2017.

- **PREVOIT** les crédits suffisants au budget de l'exercice.

Pour extrait conforme et certification de l'exécution des formalités prévues aux articles L1431-1 à L1431-9 du CGCT ; le caractère exécutoire prenant effet à compter de la date de l'accusé de réception de la Préfecture.

Le Président de l'ESA Pyrénées — Pau Tarbes

Jean LACOSTE



A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Jean Lacoste", written over a horizontal line.



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 16/12/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 16/12/2016